



**Marché public de fournitures
de repas à domicile pour personnes âgées et
handicapées**

**CCAS – Service de portage de repas à
domicile**

**00 - Règlement de la Consultation
(R.C)**

**Date limite de remise des plis :
Lundi 18 novembre 2019 à 12h00**

Centre Communal d'Action Sociale de Seloncourt

OBJET :

Marché public de fourniture de repas à domicile pour personnes âgées et handicapées

| |
|--|
| <h3>RÈGLEMENT DE LA CONSULTATION (R.C)</h3> |
|--|

"Marché à procédure adaptée selon les dispositions du code de la commande publique applicables aux marchés lancés à compter du 1er avril 2019. Ordonnance n° 2018-1074 du 26 novembre 2018 portant partie législative du code de la commande publique. Décret n° 2018-1075 du 3 décembre 2018 portant partie réglementaire du code de la commande publique. Arrêté du 22 mars 2019 portant l'annexe préliminaire du code de la commande."

Pouvoir Adjudicateur : Centre Communal d'Action Sociale de Seloncourt

Personne habilitée à donner les renseignements prévus à l'article 130 du code des Marchés publics : **Monsieur le Président du CCAS de Seloncourt**

| Date limite de remise des plis |
|--------------------------------|
| Lundi 18 novembre 2019 à 12h00 |

Table des matières

| | |
|---|----|
| Table des matières..... | 3 |
| Article 1 – OBJET DE LA CONSULTATION..... | 4 |
| Article 2 – MODALITE DE LA CONSULTATION | 4 |
| 2.1 – Étendue et mode de la consultation..... | 4 |
| 2.2 – Pouvoir Adjudicateur | 5 |
| 2.3 – Décomposition en tranches et en lots..... | 5 |
| 2.4 – Mode de dévolution | 5 |
| 2.5 – Mode de règlement..... | 5 |
| 2.6 – Durée du marché | 5 |
| 2.7 – Délai d'exécution | 5 |
| 2.8 – Délai de validité des offres..... | 5 |
| Article 3 – DEMATERIALISATION PARTIELLE DES PROCEDURES..... | 6 |
| Article 6 – ELIMINATION DES CANDIDATS – JUGEMENT DES OFFRES | 9 |
| 5.1 – Elimination des candidats | 9 |
| 5.2 – Jugement des offres..... | 9 |
| 5.3 – Négociation..... | 10 |
| Article 8 – RENSEIGNEMENTS..... | 11 |

| |
|---|
| REGLEMENT DE LA CONSULTATION (R.C) |
|---|

Article 1 – OBJET DE LA CONSULTATION

La présente consultation concerne un :

Marché public de fourniture de repas à domicile pour personnes âgées et handicapées

Le marché porte sur la fourniture de repas en liaison froide et conditionnés en barquette pour le service de portage de repas à domicile du Centre Communal d'Action Sociale – Place du 8 Mai – BP 75 – 25230 Seloncourt

Le titulaire de la prestation assure la confection des repas tous les jours de la semaine (week-end et jours fériés compris) soit entre 30 et 50 repas par jour. Le volume estimatif est compris entre 11 000 et 15 000 repas par an. La prestation concerne le repas du déjeuner.

La livraison sera assurée par un agent communal qui prendra en charge les repas depuis la chambre froide du fournisseur dès 7h30. Le service doit être proposé 7 jours sur 7 toute l'année (y compris jours fériés).

La composition du menu journalier devra comporter à minima

- Une entrée
- **Soit** Un plat protidique et un plat d'accompagnement composé de légumes et de féculents
- **Soit** un plat unique (ex lasagnes, paëlla...)
- Un fromage ou dessert – il s'agira impérativement d'une pâtisserie pour le repas du dimanche
- Une portion de pain d'un poids minimum de 90 grammes (type à adapter selon le régime)

Les plats ou aliments devront être préparés par le titulaire en tenant compte des régimes alimentaires.

Article 2 – MODALITE DE LA CONSULTATION

2.1 – Étendue et mode de la consultation

La présente consultation est soumise aux dispositions du code des Marchés Publics, notamment les articles 27 relatifs à la procédure adaptée. Eu égard au montant envisagé du marché, le pouvoir adjudicateur est libre d'adapter la publicité mise en œuvre. Une négociation pourra être entamée par le pouvoir Adjudicateur après réception des offres.

2.2 – Pouvoir Adjudicateur

Le suivi des prestations sont assurés par le Centre Communal d'Action Sociale sis Place du 8 mai - BP 75 - 25230 SELONCOURT.

2.3 – Décomposition en tranches et en lots

Il n'est pas prévu de décomposition en tranches.

Il n'est pas prévu de découpage en lots. L'allotissement du marché rendrait l'exécution des prestations qu'il prévoit techniquement difficile et financièrement coûteuse.

2.4 – Mode de dévolution

Le marché fera l'objet d'une attribution dans les conditions de l'article 45 du code des marchés publics:

- Soit à un opérateur économique unique
- Soit à un groupement d'opérateurs économiques. Ce groupement sera solidaire, le mandataire étant seul responsable dans les relations avec le Pouvoir Adjudicateur.

Il est rappelé que l'article 45-V du code des Marchés Publics interdit à un opérateur économique d'être mandataire de plus d'un groupement se portant candidat pour un même marché.

2.5 – Mode de règlement

Le Centre Communal d'Action Sociale se libèrera des sommes dues au titre du marché en mobilisant ses fonds propres, par virements effectués par le Comptable Public compétent au compte désigné par le titulaire, suivant RIB ou RIP. Le délai de paiement peut être suspendu par l'envoi d'une lettre recommandée avec avis de réception indiquant les raisons qui, imputables au titulaire, s'opposent au règlement. Ce règlement restera suspendu tant que la totalité des justificatifs demandés ne sera pas parvenu au CCAS.

Le paiement ne pourra intervenir qu'à la production d'une facture mensuelle datée et signée émanant du titulaire.

2.6 – Durée du marché

Le marché entrera en vigueur le mardi 1^{er} janvier 2020 pour une durée de 3 ans soit jusqu'au 31 décembre 2022.

2.7 – Délai d'exécution

Les commandes sont passées avec un bon de commande transmis par le Centre Communal d'Action Sociale le vendredi de chaque semaine. La livraison sera accompagnée d'un bordereau. Les délais de réajustement du bon de commande initial devront être précisés conformément aux stipulations de l'article 4.2.4 « Commande – modification - annulation du C.C.P.

2.8 – Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé dans l'acte d'engagement. Il court à compter de la date limite fixée pour la remise des plis.

Article 3 – DEMATERIALISATION DES PROCEDURES

Dans le cadre du marché, le recours à une procédure dématérialisée est obligatoire. Le dossier peut être téléchargé avec le lien suivant : www.synapse-entreprises.com ou www.seloncourt.fr

3.1. Modalité de transmission des propositions

En application de l'article 41 du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics,
" Toutes les communications et tous les échanges d'informations sont effectués par des moyens de communication électronique lorsqu'une consultation est engagée ou un avis d'appel à la concurrence envoyé à la publication (...) à compter du 1er octobre 2018." C'est à dire que les échanges papier sont dorénavant irréguliers, notamment pour l'envoi des candidatures ou des offres.

La transmission de votre pli par voie électronique est OBLIGATOIRE et une offre reçue par papier sera considérée comme irrégulière.

⇒ La transmission des candidatures et des offres par voie électronique est imposée sur notre profil acheteur : <http://www.synapse-entreprises.com>

⇒ Pour tout renseignement relatif à l'usage de la plate-forme, les entreprises peuvent s'adresser à l'équipe support de SYNAPSE Entreprises info@synapse-entreprises.com ou par téléphone au 01 72 33 90 70.

⇒ Il est recommandé de contacter le support Synapse en cas de problème technique le plus tôt possible et de ne pas attendre le dernier moment.

Copie de sauvegarde

Selon l'Article 41 du Décret n° 2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics:
« III. – Les candidats et soumissionnaires qui transmettent leurs documents par voie électronique peuvent adresser à l'acheteur, sur support papier ou sur support physique électronique, une copie de sauvegarde de ces documents établie selon des modalités fixées par arrêté du ministre chargé de l'économie. »

Nota : pour se prémunir des risques liés aux fichiers que sont la présence d'un virus ou l'impossibilité de lire un fichier, il est recommandé d'envoyer une copie de sauvegarde sur support papier et non sur support physique électronique.

Virus

Tout document relatif à l'offre contenant un virus informatique fera l'objet d'un archivage de sécurité et sera réputé n'avoir jamais été reçu. Le candidat concerné en sera informé.

Dans ces conditions, il est conseillé aux candidats de soumettre leurs documents à un anti-virus avant envoi.

Horodatage

Les plis transmis par voie électronique sont horodatés par l'horloge du serveur de la plateforme. Cette référence de temps fera foi en termes de qualification des plis « hors délais ». Les plis sont hors-délai si leur téléchargement se termine après la date et heure limite fixées.

Formats des fichiers

Les documents fournis doivent être dans l'un des formats suivants :

- Portable Document Format (*.pdf);
- Applications bureautiques (*.doc, *.xls, *.ppt, *.rtf);
- Images (*.jpg, *.gif);

Il est préférable de ne pas mettre de caractères spéciaux tels que les accents dans le nom des fichiers. Afin d'empêcher la diffusion des virus informatiques, les fichiers comportant les extensions suivantes ne doivent pas être utilisés par le soumissionnaire : *.exe, *.vbs, *.com, *.bat, *.scr, *.tar. Les fichiers dont le format est autorisé ne doivent pas contenir de macros.

Signature électronique

En application des dispositions du décret 2016-360 du 25 mars 2016 relatifs aux marchés publics passés en application de l'ordonnance 2015-899 du 23 juillet 2015 la signature des documents de la consultation au stade de la remise n'est pas obligatoire (la signature électronique du fichier ou du document représentant l'Acte d'Engagement est facultative). Les opérateurs économiques peuvent toutefois signer électroniquement les fichiers constituant leur candidature et/ou leur offre en présentant un certificat de signature électronique. (conforme à Arrêté du 12 avril 2018 relatif à la signature électronique). En cas d'absence de signature électronique de l'acte d'engagement, l'attributaire signera son offre soit électroniquement soit par papier. Dans le deuxième cas, l'offre sera re-matérialisée.

ARTICLE 4 : CONTENU DU DOSSIER DE CONSULTATION

Le dossier de consultation du présent marché contient les pièces suivantes :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe
- Le présent règlement de consultation (RC)
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- Le détail quantitatif estimatif indicatif (DQEI)
- L'avis d'appel public à la concurrence (AAPC)

Les clauses du CCP devront être acceptées et signées dans l'état sans être modifiées.

ARTICLE 5 : COMPOSITION DE L'OFFRE A REMETTRE PAR LES CANDIDATS

Les candidats utiliseront les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Le dossier de marché à remettre par les candidats comprendra les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus aux articles 51 de l'ordonnance du 23 juillet 2015 et 44, 48, 49, 50 du décret n°2016-360 du 25 mars 2016, à savoir :

- Une lettre de candidature (DC1)
- La copie du ou des jugements prononcés si le candidat est en redressement judiciaire
- Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il n'entre dans aucun des cas d'interdiction de soumissionner mentionnés aux articles 45 et 48 de l'ordonnance n°2015-899 du 23 juillet 2015 (DC1)
- Une déclaration sur l'honneur pour justifier qu'il a satisfait à ses obligations fiscales et sociales (DC1)
- Des documents relatifs aux pouvoirs des personnes habilitées à les engager
- L'attestation d'assurance – responsabilité civile et décennale
- Les renseignements permettant d'évaluer l'expérience, les capacités professionnelles, techniques et financières du candidat tels que prévus par arrêté du 29 mars 2016 fixant la liste des renseignements et documents pouvant être demandés aux candidats, à savoir :
 - Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et le chiffre d'affaires concernant les travaux auxquels se réfère le marché, travaux réalisés au cours des trois derniers exercices (DC2)
 - Déclaration indiquant les effectifs du candidat et l'importance du personnel d'encadrement, pour chacune des trois dernières années
 - Déclaration indiquant les moyens en matériel et humains
 - Présentation d'une liste des travaux en cours d'exécution ou exécutés au cours des trois dernières années, indiquant notamment le montant, la date et le destinataire public ou privé dans le domaine de la présente consultation et d'un montant correspondant
- Qualifications

Certificats de capacité

Renseignement sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée à l'article 321-1 du code du Travail

NB : Si le candidat le souhaite, il pourra fournir avec son offre, les documents qu'il devra produire obligatoirement au stade de l'attribution du marché, conformément à l'article 51 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016. Ces documents figurent à l'article 7 du présent règlement

En cas de groupement, l'appréciation des capacités professionnelles, techniques et financières des membres du groupement est globale. Il n'est pas exigé que chaque entreprise ait la totalité des compétences techniques requises pour l'exécution du marché. Néanmoins le mandataire devra produire une lettre de candidature.

Pour justifier de ses capacités professionnelles, techniques et financières, le candidat peut demander que soient également prises en compte les capacités professionnelles, techniques et financières d'un ou plusieurs sous traitants. Dans ce cas, il doit justifier des capacités de ce ou ces sous traitants et du fait qu'il dispose pour l'exécution du marché.

Un projet de marché comprenant :

- Acte d'engagement et son annexe.
- Le cahier des clauses techniques particulières
- Le détail quantitatif estimatif indicatif
- Un mémoire précisant les dispositions que chaque candidat se propose d'adopter pour l'exécution des prestations le concernant. Ce document comprendra toutes justifications et observations de l'entreprise.

Article 6 – ELIMINATION DES CANDIDATS – JUGEMENT DES OFFRES

5.1 – Elimination des candidats

Lors de l'ouverture du pli, les conditions d'élimination et critères de jugement des capacités des candidats sont les suivants :

- Candidats n'ayant pas fourni l'ensemble des pièces, déclarations, certificats ou attestations demandés, dûment remplis et signés :
- Candidats dont les garanties professionnelles et financières par rapport à la prestation, objet de la consultation, sont insuffisants.

5.2 – Jugement des offres

Les conditions prévoient notamment :

- L'examen de la conformité des réponses aux documents de consultation,
- La prise en compte des critères de jugement énumérés ci-après.

Les critères de jugement retenus en l'espèce sont pondérés de la manière suivante :

| Critères | Pondération |
|--|-------------|
| 1- Prix des prestations sur la base du repas standard | 40.00 |
| 2- Valeur technique et flexibilité | 60.00 |
| 2.1 – Elaboration des menus : qualité – hygiène- circuit court | 5 |
| 2.2 – Gestion de la commande : prévisionnel commande initiale | 20 |
| 2.3 – Flexibilité : réajustement commande jour | 30 |
| 2.4 – Délais commande repas du samedi et du dimanche | 5 |

Chaque candidat se verra attribué une note globale sur 100

5.3 – Négociation

Une phase de négociation sera entamée si besoin par le Pouvoir Adjudicateur à l'issue de la réception des offres.

La négociation pourra porter sur l'ensemble des critères des prestations et notamment sur le prix.

Le pouvoir Adjudicateur pourra notamment demander à visiter le laboratoire du candidat et à tester un repas type dans les locaux du candidat ou dans un établissement livré par le candidat. Les candidats pourront alors modifier leurs offres. Ce sont ces offres modifiées qui seront analysées afin de déterminer l'offre économiquement la plus avantageuse.

ARTICLE 7 - ATTRIBUTION DU MARCHE

L'attribution du marché au candidat est subordonnée à la production par celui-ci, dans un délai de 5 jours à compter de la demande qui lui en sera faite, des documents suivants, en application des articles 50 et 52 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif à la réglementation des marchés publics

- Les pièces prévues aux articles D8222-5 du code du travail ; ces pièces devront être produites tous les six mois jusqu'à la fin de l'exécution du marché
- Les attestations et certificats délivrés par les administrations et organismes compétents prouvant que le candidat a satisfait à ses obligations fiscales et sociales visées par le TPG du lieu d'acquittement des obligations de l'entreprise, ou documents équivalents en cas de candidat étranger.

Le candidat établi dans un Etat autre que la France doit produire l'ensemble des renseignements et documents demandés au titre des articles D.8222-7 et D.8222-8 du Code du Travail. Les documents

et attestations énumérés par cet article doivent être rédigés en langue française ou être accompagnés d'une traduction en langue française.

Le défaut de production des documents susvisés dans le délai imparti fait obstacle à l'attribution du marché. Dans ce cas, l'élimination du candidat est prononcée et la même demande de présentation desdits documents sera alors adressée au candidat suivant dans le classement des offres.

Le candidat attributaire du marché devra également fournir les attestations d'assurance en responsabilité civile et décennale visées à l'article 9.7 du CCAP dans le délai de 5 jours à compter de la demande formulée par le pouvoir adjudicataire.

Tous les documents mentionnés ci-dessus devront être fournis par le candidat attributaire pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre. Elle devra parvenir à destination avant la date et l'heure indiquées sur la page de garde du présent règlement.

Les réponses aux candidatures se feront par voie dématérialisée.

Article 8 – RENSEIGNEMENTS

CENTRE COMMUNAL D'ACTION SOCIALE DE SELONCOURT
Madame Bérénice BARDEY
PLACE DU 8 MAI
BP 75
25230 SELONCOURT

TEL : 03.81.34.11.31
FAX : 03.81.37.19.94

ARTICLE 9 – LITIGES

En cas de litiges, le Tribunal Administratif de Besançon est compétent.

Tribunal Administratif - 30 rue Charles Nodier – 25000 BESANCON - Tél : 03 81 82 60 00